A l'heure où M. Hamadi Jebali, chef du gouvernement tunisien, effectue une visite en Belgique pour « évaluer les relations tuniso-européennes », la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) attire l'attention sur la répression policière et les graves violations des droits humains dans la région de Sidi Bouzid, d'où est partie la révolution qui a chassé Ben Ali**.**

Depuis vendredi 28 septembre les habitants du village déshérité d'El-Omrane, relevant de la localité de Menzel Bouzaïane, du gouvernorat du Sidi Bouzid, d'où est partie l'étincelle de la révolution tunisienne, vit sous état de siège policier.

Tout a commencé il y a quinze jours quand des habitants de cette contrée déshéritée, dépités des promesses du gouvernement en-Nahdha, ont organisé plusieurs manifestations pacifique pour revendiquer des conditions de vie décentes, des emplois et le développement de leur région.

Les manifestants ont bloqué la route nationale par laquelle est acheminé le phosphate. Et la police a réagi très violemment faisant usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Plusieurs personnes ont été blessées et une quarantaine arrêtées. Parmi eux Jamal Smayri, un militant politique et syndicaliste étudiant de l'UGET (Union générale des étudiants de Tunis), et Abdessalem Hidouri, un syndicaliste enseignant membre du bureau politique de la Ligue de la Gauche Ouvrière, l'un des coordinateurs des occupations de la Casbah 1 et 2, qui ont renversé les deux gouvernements Ghannouchi.

Au commissariat de police, ils ont subi des sévices corporels et toutes sortes d'humiliations.

La solidarité s'est vite organisée : des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes et villages environnants. L'UGTT de Menzel Bouzaïane a décrété ce lundi la grève générale dans tous les lycées de l'enseignement secondaire, et des délégations syndicales et des organisations politiques ont exprimé leur solidarité avec les victimes de cette répression. Les commerces ont à leur tour baissé leur volet. Par ailleurs les détenus ont entamé samedi une grève de la faim, à laquelle se sont jointes par solidarité une trentaine de personnes, hommes et femmes, dont des parents de militants.

La LCR affirme son plein soutien à ces revendications et aux luttes légitimes pour l'emploi, la dignité, le développement et l'émancipation.

Elle rappelle que le marasme social et la marginalisation sont à l'origine de la colère des populations de la région de Sidi Bouzid qui, en s'étendant à tout le pays, a entraîné la chute de Ben Ali. Aucun de ces problèmes n'étant résolu, la brutalité et les exactions policières sont vaines : les Tunisiennes et les Tunisiens qui ont chassé le dictateur et ouvert de nouvelles perspectives aux populations opprimées de la région et du monde ne renonceront pas à leurs revendications légitimes.

La LCR craint que les gouvernements occidentaux fassent passer leurs intérêts économiques avant les droits humains et ferment à nouveau les yeux sur la répression, comme ils l'on fait sous le régime de Ben Ali.

La LCR dénonce la répression et les sévices dont ont été victimes les militants politiques, les syndicalistes et les jeunes arrêtés, exige leur libération immédiate ainsi que l'annulation de toutes les poursuites à leur encontre.

la LCR appelle à la solidarité avec les habitants de cette région combative de Menzel Bouzaïane pour desserrer l'étau de la répression policière qui s'abat sur eux.

Pour le Secrétariat National de la LCR

Céline CAUDRON

Le 1er octobre 2012

Déclaration du bureau exécutif de l'UGTT sur les évènements du village El Omrane et de la ville de Menzel Bouzaïane

Le village d'El Omrane et la ville de Menzel Bouzaïane subissent un harcèlement policier, des attaques et de mauvais traitements, ses habitants font l'objet d'une large campagne d'arrestations arbitraires, surtout parmi les jeunes et les syndicalistes connus pour avoir dirigé courageusement les épisodes révolutionnaires, arrêtés par simple suspicion suite aux protestations populaires légitimes qui ont éclaté, pour réclamer travail et développement économique pour une région toujours marginalisée et exclue, malgré son rôle moteur dans la révolution de la liberté et de la dignité et malgré le lourd tribut de victimes et de blessés qu'elle a payé.

L'UGTT suit ces évènements avec beaucoup de préoccupation et exprime : 1- son indignation pour la réponse sécuritaire à laquelle ont eu droit les contestations populaires. 2- sa solidarité avec la population de Menzel Bouzaïane et le village d'El Omrane pour leur lutte pacifique et leurs revendications légitimes. 3- sa demande de libération de tous les détenus et l'annulation de toutes les poursuites à leur encontre. 4- son appel au gouvernement pour qu'il se saisisse sérieusement des dossiers de l'emploi et du développement, surtout pour les régions démunies qui n'ont cessé de souffrir des privations.

Le secrétaire Général,

Houssine Abbassi.

** Traduction de Wafa Guiga* sur http://www.europe-solidaire.org